

**Kosovo - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la mission permanente de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 07 février 2018)

Je remercie le représentant spécial du secrétaire général ainsi que le vice premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Serbie et l'ambassadrice du Kosovo pour leur présentation.

Monsieur le Président,

Au vu de la situation décrite par le représentant spécial, je souhaiterais insister sur trois points :

Tout d'abord, alors que ce mois marque les 10 ans de l'indépendance du Kosovo, je souhaite rappeler que la France se tient avec constance aux côtés du Kosovo pour le soutenir dans la consolidation de ses institutions, dans ses efforts de réforme économique et sociale et dans son affirmation sur la scène internationale. Beaucoup a été fait dans la construction des institutions et pour le développement économique. Le Kosovo est un succès du maintien de la paix. C'est une success story.

Cependant beaucoup reste également encore à accomplir, mais le Kosovo peut compter sur notre soutien pour l'accompagner dans cette voie. Vous connaissez en particulier l'attachement qui est le nôtre au renforcement de l'Etat de droit, à la lutte contre la criminalité organisée et contre la corruption. Nous saluons ainsi le bon déroulement des élections municipales des 22 octobre et 19 novembre derniers, qui marquaient après les élections législatives au mois de juin 2017 une étape importante dans la vie politique du Kosovo, même si, comme l'a souligné la mission d'observation des élections de l'Union européenne, le climat d'intimidation contre certains candidats et leurs électeurs dans les municipalités serbes du Kosovo est toutefois à déplorer.

La France a, d'autre part, condamné l'assassinat le 16 janvier dernier du responsable serbe du Kosovo Oliver Ivanovic, demandant que toute la lumière soit faite sur celui-ci.

En outre, la France, comme ses partenaires européens et américain, fait part de sa préoccupation au sujet de la tentative de remise en cause des chambres spécialisées pour le Kosovo; une mission franco-allemande s'est rendue à Pristina pour exprimer cette préoccupation. Nous prenons bonne note de l'engagement politique des autorités kosovares de ne pas abroger la loi, comme Mme Yitaku vient de le rappeler, et nous avons confiance que ce

projet sera définitivement abandonné très prochainement.

Second point : au vu des éléments présentés par le représentant spécial du Secrétaire général tous les trois mois, le Conseil de sécurité devrait se pencher sur la question du recentrage des actions de la MINUK et de leur coordination avec les autres acteurs internationaux présents au Kosovo. À un moment où le débat porte sur l'avenir des opérations de maintien de la paix, notre responsabilité, en tant que membres du conseil de sécurité, est en effet de veiller à ce que les moyens déployés par les Nations Unies soient pleinement adaptés à la situation sur le terrain. Dans cette optique, la MINUK et les Nations unies doivent continuer de soutenir les efforts de l'Union européenne et de sa mission EULEX pour la paix, le progrès et la stabilité au Kosovo.

Monsieur le Président,

Je terminerai sur un troisième point, l'avenir du Kosovo. La France est convaincue que celui-ci se joue prioritairement dans le cadre du dialogue politique entre Belgrade et Pristina mené sous l'égide de l'Union européenne. L'Union européenne est très claire à ce sujet: pour la Serbie comme pour le Kosovo, le rapprochement européen est conditionné par la normalisation complète de leurs relations.

La France soutient pleinement les efforts de médiation menés par l'Union européenne et sa haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Frederica Mogherini. Le lancement en Serbie d'un dialogue interne sur le Kosovo est un signal positif. Les autorités serbes et kosovares ont annoncé leur souhait de donner un nouvel élan au dialogue en vue de parvenir à la normalisation complète de leurs relations. La France appuie pleinement une telle perspective qui est cruciale pour la paix et la stabilité durables des Balkans occidentaux. Chaque partie doit faire sa part du chemin en adoptant une attitude constructive et en s'abstenant de toute provocation inutile voire dangereuse. Nous soulignons également l'importance des efforts visant à favoriser la réconciliation et le rapprochement des communautés.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je souhaiterais souligner que la solution durable au conflit se trouve dans un arrimage commun à l'Union européenne. L'avenir des Balkans occidentaux est de rejoindre l'Union européenne, comme la haute représentante, Mme Mogherini l'a souligné hier en indiquant que 2025 était l'horizon qu'il fallait viser et qu'il s'agit d'une perspective réaliste.

Je vous remercie./.